



# CESE info

Le Comité économique et social européen

Un pont entre l'Europe et la société civile organisée

février 2019 | FR

## Languages disponibles:

bg cs da de el en es et fi fr hr hu it lt lv mt nl pl pt ro sk sl sv

## Éditorial



### **Better the balance, better the EU**

Chères lectrices, chers lecteurs,

De nombreux pays européens ont fêté ces dernières années ou commémoreront prochainement le centenaire de l'octroi du droit de vote aux femmes. Il s'agit là d'une conquête obtenue au prix de longues batailles, dures et parfois sanglantes, par les générations de femmes qui nous ont précédées. Quelle meilleure manière de célébrer ce moment marquant de l'histoire de nos sociétés qu'en exerçant ce droit toutes ensemble?

Les élections européennes nous en offriront bientôt l'occasion. Le CESE s'est engagé à soutenir les efforts du Parlement européen pour encourager une forte participation citoyenne aux prochaines élections européennes. Dans cet esprit, à la veille de la Journée internationale des femmes 2019, je voudrais consacrer cet espace à

l'importance d'une participation massive des femmes d'Europe à ces élections.

L'UE est à l'origine d'un grand nombre de [lois et de mesures](#) qui ont contribué à renforcer les droits des femmes, à lutter contre la discrimination et la violence à leur égard et à promouvoir l'égalité des genres – des mesures qui ont eu tout le soutien du CESE. De plus, l'UE a fait de l'assimilation de cet acquis un critère clé pour qu'un pays aspirant à faire partie de l'Union puisse y accéder. D'ailleurs, les [craintes d'un affaiblissement de ces droits exprimées au Royaume-Uni](#) au cours du débat sur le Brexit témoignent du rôle protecteur attribué à l'UE dans ce domaine.

Cependant, dans la réalité de la plupart de nos pays membres, il reste encore beaucoup à faire pour que l'égalité de droit se traduise en égalité de fait. Pour combler les écarts salariaux criants et persistants ([16 % en moyenne dans l'UE en 2016](#)) qui défient toute règle théorique. Pour une véritable égalité des chances. Pour prévenir et réprimer partout en Europe la violence dont les femmes sont victimes. Il ne suffit pas que l'UE «fasse des choses pour les femmes», il faut aussi que les femmes «fassent des choses dans l'UE».

La disproportion entre hommes et femmes ne se limite pas aux conseils d'administration ou aux secteurs dits «STEM» (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), [où elle est restée pratiquement inchangée pendant plus d'une décennie](#). Elle est bien présente aussi dans les institutions, y compris celles de l'UE. Si le Parlement européen affiche [37,4 % de députées](#), il n'en va pas de même pour la Commission ([9 commissaires sur 28](#)), ou la Cour de justice ([5 juges sur 28](#)), sans parler du Conseil, dont la composition dépend plus directement des États membres. Même au CESE, malgré deux femmes vice-présidentes, les conseillères ne représentent que 27,6 % des membres.

Il faut donc que les femmes s'engagent activement dans la campagne électorale – aussi bien en tant qu'électrices que candidates – pour s'assurer une représentation importante dans les institutions de l'Union et contribuer à forger une Europe plus équilibrée. Pour paraphraser l'[un des grands thèmes de cette Journée internationale des femmes 2019](#), *Better the balance, better the EU*.

**Isabel Caño**

Vice-présidente chargée de la communication

## À vos agendas

06-07/03/2019, Bruxelles

## Conférence 2019 de la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire: Célébrer les réussites, relever les nouveaux défis

15/03/2019, Bruxelles

Journée européenne du consommateur 2019

20-21/03/2019, Bruxelles

Session plénière du CESE

21-22/03/2019, Bruxelles

«Votre Europe, votre avis!» a 10 ans: Votez pour l'avenir!

## En bref

### "La société civile pour la rEUnaissance". Quelle Europe voulons-nous après les élections au PE?



À l'invitation de **Luca Jahier**, président du CESE, l'évènement intitulé **La société civile pour la rEUnaissance** sera organisé le 21 février prochain. Les débats permettront d'entendre la voix de la société civile organisée et de donner l'espace aux institutions de l'UE pour exprimer leurs attentes, leurs souhaits et partager leur vision de l'Europe pour la période qui suivra les élections européennes.

Avec la participation des membres du CESE, cette rencontre sera l'occasion de réfléchir ensemble sur l'avenir de l'Europe. Cet évènement compte sur la participation confirmée de deux jeunes militantes: **Greta Thunberg**, suédoise, connue pour son activisme écologique sous le slogan: *Grève de l'école pour le climat*, et **Madeleine Kay**, britannique, nommée *EU Supergirl*, opposante déterminée au Brexit.

Les débats se dérouleront en deux parties: le matin (9h00 à 12h30), les présidents d'institutions de l'UE, **Jean-Claude Juncker** (Commission européenne), **Antonio Tajani** (Parlement européen), **Karl-Heinz Lambertz** (Comité des Régions), échangeront leurs vues avec les invités à l'évènement. Ils débattront avec les leaders d'organisations et mouvements européens tels que **Business Europe**, la Confédération européenne des syndicats (**CES/ETUC**), **Europa Nostra** et **CIVICO**. Les présidents des Comités économiques et sociaux de Grèce, Italie, Bulgarie et Malte apporteront aussi leurs contributions sur l'avenir de l'Europe.

La session de l'après-midi comportera 7 ateliers consacrés, entre autres, aux bonnes conditions pour les entreprises, au développement durable, à l'éducation, aux droits fondamentaux et aux valeurs européennes, à l'avenir du marché du travail, à la culture et à la paix. Les conclusions de ces ateliers serviront de base pour alimenter les avis du CESE sur l'Europe de l'avenir, juste avant les élections européennes.

[Une page web](#) a été créée pour l'évènement, avec le hashtag **#Eucivilsociety** pour communiquer dans les réseaux sociaux.

Le 21 février 2019, 9h00 - 12h30, au bâtiment Charlemagne, 170 rue de la Loi

14h30 - 18h00 au CESE, 99, rue Belliard, bâtiment Jacques Delors (ehp)

### Des étudiants de tous les pays d'Europe accueillent des membres du CESE en préparation de la manifestation «Votre Europe, votre avis!»



#### Élections européennes 2019

Tout au long du mois de février, des membres du Comité économique et social européen vont rendre visite à [trente-trois écoles](#) pour préparer les établissements à la manifestation «Votre Europe, votre avis!» (**Your Europe Your Say - YEYS**) qui fête cette année son dixième anniversaire et aura lieu à Bruxelles sous le slogan «**#YEYSturns10: Vote for the future!**» («Votre Europe, votre avis!» a 10 ans: votez pour l'avenir!).

Dans le cadre de la **séance plénière de #YEYSturns10**, les étudiants, âgés de 16 à 18 ans, se rendront à **Bruxelles les 21 et 22 mars** pour discuter de leurs idées, de leurs espoirs et de leurs attentes concernant les prochaines élections européennes. Les participants choisiront par vote trois propositions que le Parlement européen sera invité à prendre en considération dans le cadre de [sa campagne en vue des élections européennes](#).

En outre, le rapport final de YEYS sera considéré par le Parlement européen comme une déclaration des jeunes européens sur «l'Europe dans laquelle ils veulent vivre».

Les 33 écoles participantes ont été sélectionnées parmi un nombre record de 1 038 candidatures, au moyen d'un tirage au sort

électronique. Un établissement scolaire a été désigné pour chacun des 28 États membres de l'UE et des 5 pays candidats (Albanie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Serbie et Turquie).

La manifestation «Votre Europe, votre avis!» (YEYS) est organisée par le Comité économique et social européen, le porte-parole de la société civile à l'échelle de l'UE. Elle constitue l'évènement phare du Comité à l'intention des jeunes.

Pour en savoir plus sur YEYS2019, consultez le site web de la manifestation. Vous pouvez également visionner la vidéo de l'édition 2018 en cliquant [ici](#). (ks/dgf)

## Nouvelles du CESE

### [Michel Barnier au CESE: «Le silence est ce qu'il y a de pire pour l'Europe»](#)



**Michel Barnier, négociateur en chef de l'Union européenne pour le Brexit, a participé à la 540<sup>e</sup> session plénière du Comité économique et social européen pour exposer le point de vue de l'UE sur le Brexit et débattre des futurs scénarios potentiels.**

**Luca Jahier, le président du CESE**, a félicité M. Barnier du travail qu'il a accompli et a souligné les solides engagements du CESE envers la société civile du Royaume-Uni: «Le CESE est prêt à faire face à chacun des scénarios possibles et il renforcera sa relation avec ses homologues britanniques.»

**M. Barnier a averti que l'Europe devait se préparer à l'éventualité du «no deal».** «Quelle que soit l'issue de cette situation, les représentants de la société civile organisée auront un rôle déterminant à jouer pour sensibiliser les citoyens», a-t-il déclaré.

#### **Le «backstop»**

Les membres du CESE ont demandé une prise de position ferme au sujet du «backstop», considéré par certains comme une solution de second ordre pour l'Irlande du Nord, la meilleure solution étant de rester membre de l'UE.

M. Barnier a souligné qu'il était chargé de résoudre les problèmes qui se posent à l'UE, en déclarant: «Nous ne voulons pas utiliser le "backstop". On peut le comparer à une assurance incendie: vous la payez, mais vous espérez ne jamais en avoir besoin.» Il a également souligné que la volonté de quitter l'Union émanait du Royaume-Uni, et que c'était le Brexit qui occasionnait des problèmes pour l'Irlande et l'Irlande du Nord. Selon lui, le backstop concerne les citoyens qui ont besoin de certitude. Enfin, il a ajouté que la frontière irlandaise était aussi celle de 27 autres pays et du marché unique, et qu'il s'agissait dès lors d'une question européenne.

«Le Brexit n'apporte aucune valeur ajoutée», a-t-il conclu. Et d'avertir: «Il ne faut pas confondre les conséquences du Brexit et les leçons que l'on doit en tirer. Nous devons également distinguer le populisme du ressentiment du peuple. Le silence est ce qu'il y a de pire. Nous devons parler, nous devons ouvrir le débat. Nous devons poursuivre la discussion malgré nos divergences d'opinions, car le silence est l'arme utilisée par les populistes contre l'Europe.» (sma)

---

### [Un Brexit sans accord menace la viabilité du secteur aéronautique et de l'industrie chimique tant au Royaume-Uni que dans l'Union européenne](#)



**Au cours d'un débat de haut niveau concernant l'incidence du Brexit sur le secteur aéronautique et l'industrie chimique, organisé par la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) au CESE, les intervenants ont convenu que le Royaume-Uni devrait rester aligné sur la législation de l'UE, et que le règlement REACH est essentiel en matière de produits chimiques. Dans l'industrie aéronautique, il convient de mettre en place des accords de réciprocité dans les domaines les plus importants, et d'étendre à cinq ans au minimum la période de transition prévue.**

«Il est capital de trouver des solutions de réciprocité pour les principaux secteurs», a prévenu **Jan Pie**, secrétaire général de l'Association des industries aérospatiales et de défense d'Europe (ASD), qui demande un allongement de la période de transition. Faute d'accord, les conséquences se feraient principalement sentir dans la chaîne d'approvisionnement dès lors que la production en flux tendu nécessite que celle-ci soit fluide. Certains composants doivent souvent traverser la Manche plusieurs fois avant l'assemblage final du produit. Le blocage d'une seule pièce pourrait entraîner l'arrêt de toute la chaîne. Il en va de même pour la circulation des travailleurs: les spécialistes doivent pouvoir se rendre rapidement du Royaume-Uni dans l'UE, et inversement. **La principale préoccupation des entreprises concerne les divergences entre les réglementations européenne et britannique.**

Un accord sur le Brexit est également indispensable pour l'industrie chimique, a souligné **Ian Cranshaw**, responsable du commerce international au sein de l'Association des industries chimiques (CIA). L'industrie chimique représente un chiffre d'affaires de 18 milliards de GBP, 150 000 emplois directs et 500 000 emplois indirects. Elle revêt donc une importance vitale pour le Royaume-Uni. Ce dont l'industrie a le plus besoin, c'est de certitude. L'Association des industries chimiques a mené une enquête auprès des entreprises qu'elle représente, et.

«La leçon que nous pouvons tirer de cette situation, c'est qu'il est indispensable de mieux communiquer sur les réalisations du marché unique et sur les nombreux avantages, tant pour l'industrie que pour les citoyens, liés à l'appartenance à l'UE», a conclu **Lucie Studničná**, présidente de la CCMI.

**La question de savoir à qui le Brexit bénéficiera en fin de compte est restée sans réponse.** (sma)

---

## [Le CESE lance un appel pour une reconnaissance juridique des activités philanthropiques dans l'UE](#)



**Alors qu'en Europe, les contributions fournies par des sources philanthropiques atteignent un volume de près de 90 milliards d'euros par an, ni les fondations philanthropiques ni les donateurs individuels ne peuvent bénéficier des avantages offerts par le marché unique européen, contrairement aux entreprises commerciales, si bien qu'il leur est difficile d'étendre leur action caritative au-delà des frontières nationales.**

Toutefois, l'activité philanthropique, qui a pris de l'importance en Europe, pourrait servir à apporter un complément de ressources dans de nombreux domaines où le soutien public est déficient, comme l'a révélé l'audition du CESE du 16 janvier [La philanthropie européenne: un potentiel inexploité](#).

Ce rendez-vous a rassemblé nombre d'organisations philanthropiques et de particuliers, dont les points de vue constitueront un apport précieux pour l'avis sur la philanthropie en Europe que le CESE est en train d'élaborer à la demande de la présidence roumaine de l'UE.

«Nous lancerons un appel afin qu'un cadre juridique soit établi pour accompagner le développement des activités philanthropiques et que les organisations philanthropiques reçoivent le même statut que celui dont jouissent les entreprises commerciales», a expliqué **Petru Dandea**, le rapporteur de l'avis.

L'Europe ne compte pas loin de 150 000 fondations d'intérêt public dont les engagements financiers, atteignant 87 milliards d'euros, excèdent le montant des rentrées budgétaires de pas moins de 15 États membres.

Le CESE soutiendra également que les activités philanthropiques doivent être transparentes et clairement définies, que la philanthropie ne saurait aucunement se substituer aux régimes publics de sécurité sociale et qu'elle ne devrait en aucun cas être l'alliée de la fraude fiscale. (II)

---

## [Le CESE plaide pour une réforme de l'OMC dans le respect des valeurs de l'UE](#)



**Lors de sa session plénière du 24 janvier dernier, le Comité économique et social européen a adopté un avis appelant à une réforme ambitieuse de l'Organisation mondiale du commerce afin de surmonter la crise actuelle tout en mettant en lumière les valeurs de l'Union européenne et le rôle moteur joué par l'Union en matière de durabilité.**

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est l'organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays, mais les évolutions récentes du commerce international lui ont compliqué la tâche. Comme le souligne **Emmanuelle Butaud-Stubbs**, rapporteure de l'avis du CESE, les réformes proposées doivent être «conformes aux valeurs de l'Union et au rôle qu'elle peut jouer sur la scène du commerce mondial, et établir un lien entre l'investissement et le développement».

L'avis comprend des propositions visant à remettre sur les rails l'organe d'appel de l'organe de règlement des différends de l'OMC; ces propositions consistent à proroger le mandat des magistrats siégeant actuellement afin de remédier temporairement à la situation, à porter le nombre de juges de sept à neuf et à prévoir de recruter des juges indépendants à plein temps.

**Karl Brauner**, directeur général adjoint de l'OMC, a participé au débat tenu lors de la session plénière du CESE et a confirmé l'importance de préserver le bon fonctionnement de l'organe d'appel: «Si celui-ci devait s'arrêter, les règles du commerce international ne seraient plus applicables. L'état de droit serait remplacé par des accords au jour le jour et le pouvoir l'emporterait sur la légalité.»

Le CESE suggère également de prendre des mesures supplémentaires concernant la protection des données, les normes en matière de sécurité alimentaire, et en matière de bien-être animal et d'environnement dans la production agricole. En outre, l'avis plaide pour une plus vaste participation de la société civile aux travaux de l'OMC, par exemple grâce au Forum public de l'OMC, sous la forme d'une assemblée équilibrée et représentative d'acteurs sociaux et économiques issus de l'ensemble des différents secteurs et intérêts. (dgf)

---

## [La société civile veut surveiller plus étroitement les accords de libre-échange de l'Union européenne](#)



**Lors de sa session plénière de janvier, le CESE a adopté un avis qui vise à renforcer le rôle des groupes consultatifs internes (GCI) dans le suivi de la mise en œuvre des accords de libre-échange (ALE) signés par l'Union européenne. Les GCI sont déjà chargés de superviser la mise en œuvre des ALE dans les domaines du développement durable et des normes du travail mais le CESE souhaite étendre ce rôle de contrôle à tous les aspects des accords, y compris les principales dispositions commerciales.**

Le CESE est convaincu que la participation de la société civile aux accords de tous types est essentielle, non seulement à des fins de surveillance, mais aussi pour réaliser leurs aspirations stratégiques. Cela doit se faire par l'entremise d'un organe unique de participation de la société civile qui soit représentatif des deux parties à l'accord. **Alberto Mazzola**, le rapporteur pour l'avis précédemment mentionné, a souligné que «l'Union est aujourd'hui en présence d'une aspiration croissante à un dialogue constructif avec la société civile au sujet du commerce,

comme nous l'avons vu avec l'AECG et le PTCl, et les GCI sont un excellent moyen de rapprocher les citoyens européens des questions commerciales».

Ce rôle renforcé des GCI devrait s'accompagner d'autres dispositions concernant le fonctionnement des GCI actuels et futurs. Les GCI devraient également garantir une représentation équilibrée des intérêts de la société civile et être à même d'associer et de consulter les parties prenantes externes.

Il existe actuellement huit GCI en activité, composés chacun de 27 membres du CESE; cinq autres devraient être créés d'ici 2021, et d'autres pourraient suivre à l'avenir. Le CESE prévoit que le coût lié à la présence du CESE au sein des GCI doublera au cours des trois prochaines années, et qu'il triplera pour couvrir les ALE qui sont actuellement en cours de négociation. (dgf)

## **Débat du CESE avec la présidence roumaine: l'heure est venue de rétablir le lien entre les citoyens et l'Europe**



**La session plénière de janvier du Comité économique et social européen (CESE) a donné lieu à un débat avec la première ministre roumaine, Viorica Dăncilă, sur les priorités de la présidence de l'UE au premier semestre de 2019. Luca Jahier, le président du CESE, a souligné combien il importe, à la veille des élections au Parlement européen, de rétablir la confiance des citoyens européens dans la vie politique.**

Il faut que le processus d'intégration européenne soit mieux compris, accepté et soutenu par les premiers concernés, les Européens. «L'avenir de l'Europe fera l'objet de discussions à l'occasion du sommet de Sibiu, qui aura lieu le 9 mai 2019, date symbolique, puisque c'est la Journée de l'Europe. Ce sera la dernière occasion, avant les élections, d'afficher une Europe forte et unie, proche de l'ensemble de ses citoyens et résolue à prendre des mesures audacieuses à leur intention», a déclaré **M. Jahier**. Et d'ajouter: «Nous avons besoin non seulement de politiques plus efficaces de la part de l'UE, mais aussi d'un nouveau discours positif capable de réconcilier les citoyens avec le projet européen et de rétablir leur confiance dans la politique, en renforçant la cohésion et en luttant contre les tendances populistes».

**M<sup>me</sup> Dăncilă** a exprimé sa détermination à réaliser des avancées substantielles sur les problèmes les plus pressants auxquels l'Union est confrontée, en vue de renforcer l'unité, la cohésion, la solidarité et l'équité. Elle a également réaffirmé que la présidence roumaine de l'UE s'engage résolument à défendre les valeurs de l'Europe et à écouter la voix de ses citoyens à propos de la direction que l'Union devrait suivre. «Il s'agit là d'une priorité de la présidence roumaine. Nous allons proposer des solutions et prendre des décisions aussi proches que possible de la population et des réalités de nos sociétés. Seule une implication constante des citoyens nous permettra de conserver une Europe forte et cohésive», a-t-elle affirmé. La cohésion, une valeur européenne commune, est en effet la devise de la présidence. (mp)

## **Les «minorités cognitives» pourraient contribuer à résoudre l'inadéquation des compétences sur le marché du travail de demain**



**En janvier, la section TEN du CESE a bénéficié d'une présentation sur les pistes pour tirer parti du potentiel des minorités dites «cognitives», à savoir les personnes autistes à QI élevé, hyperactives, dyslexiques ou dyspraxiques, pour répondre à la demande de compétences techniques rares, et ainsi aider également ces personnes à s'intégrer dans la société.**

**Hugo Horiot**, auteur du livre «Autisme, j'accuse!» et lui-même autiste, a expliqué «qu'il existe de nombreuses niches où certaines compétences très techniques sont nécessaires mais très difficiles à trouver, car le système rejette le groupe cognitif qui fournit ces compétences», et il a souligné que «nous devons encourager les entreprises et les institutions à mettre en place des méthodes de recrutement et d'évaluation différentes des modèles standard, qui reposent sur les compétences sociales».

Selon diverses estimations, environ 65 % des élèves d'aujourd'hui seront appelés à exercer des emplois qui n'existent pas à l'heure actuelle, et les entreprises éprouveront de plus en plus de difficultés à trouver les compétences dont elles ont besoin. Il convient de mettre à profit le potentiel des minorités cognitives, non seulement pour apporter une contribution essentielle à notre société, mais aussi pour offrir aux personnes dont l'intelligence revêt une nature différente une possibilité d'intégration sociale. «Un groupe sociétal aujourd'hui privé de toute perspective se verrait ainsi offrir la possibilité de contribuer à notre société de manière innovante», a déclaré **M. Horiot**.

Il est primordial de reconnaître que tous les êtres humains sont complémentaires et aptes à contribuer à la société de multiples façons. «Nous sommes tous différents les uns des autres», a affirmé **Pierre Jean Coulon**, président de la section TEN. «Cependant, il y a des différences qui sont considérées comme acceptables dans la mesure où elles ne dérangent et n'affectent personne, tandis que d'autres ne sont pas acceptées, et c'est le cas pour la neurodiversité», a-t-il conclu.(mp)

## **Le CESE soutient la création d'un centre européen pour la cybersécurité**

**Le CESE appuie l'initiative de la Commission visant à créer un centre européen de compétences industrielles, technologiques et de recherche en matière de cybersécurité ainsi qu'un réseau de centres nationaux de coordination. L'objectif est d'aider l'Union à renforcer les capacités technologiques et industrielles dans le domaine de la cybersécurité ainsi que d'accroître la compétitivité du secteur européen de la cybersécurité.**

Dans un [avis](#) adopté lors de la session plénière de janvier et élaboré par **Antonio Longo** et **Alberto Mazzola**, le CESE souligne que



la proposition de la Commission constitue une étape importante vers le développement d'une stratégie industrielle en matière de cybersécurité et représente une démarche stratégique en vue d'atteindre une autonomie numérique solide et totale. Ces éléments sont indispensables au renforcement des mécanismes de défense européenne face à la cyberguerre en cours, qui risque de mettre à mal les systèmes politiques, économiques et sociaux.

«Notre société toute entière est touchée. En dix ans seulement, nous avons constaté à travers le monde une augmentation exponentielle du nombre de cyberattaques, qui est passé de 800 000 à 8 millions», a souligné **M. Longo**. «Nous appuyons l'initiative de la Commission visant à créer un centre de compétences destiné à coordonner les centres nationaux et à servir de point de référence pour la communauté de la cybersécurité», a-t-il déclaré.

Un partenariat public-privé sur la cybersécurité constitue l'une des pierres angulaires de la stratégie. «Nous sommes favorables à l'extension de cette coopération au secteur de l'industrie, sur la base d'engagements fermes sur le plan scientifique et des investissements. Nous préconisons une approche tripartite associant la Commission européenne, les États membres et les entreprises», a ajouté **M. Mazzola**. «Nous devons également laisser la porte ouverte aux entreprises des pays tiers qui sont prêtes à respecter les conditions fixées par l'Union», a-t-il conclu. (mp)

## **Le développement de la résilience doit être une priorité absolue pour l'ensemble de la zone euro en 2019**



**En 2019, il sera de la plus haute importance pour les économies de la zone euro de renforcer la résilience économique et celle du marché du travail, compte tenu des perspectives économiques actuelles, affirme le CESE à propos des recommandations de la Commission pour 2019 concernant la politique économique de la zone euro.**

Il est nécessaire de développer la résilience pour garantir que les États membres soient en mesure de résister à de futurs chocs moyennant de faibles coûts économiques et sociaux. À cette fin, **l'UEM doit être approfondie** par l'achèvement de l'Union bancaire, l'accroissement des ressources propres de l'UE, la création d'un mécanisme de stabilisation macroéconomique pour la zone euro, ainsi que par la mise en œuvre en bonne et due forme du **socle des droits sociaux**.

Dans son **avis**, le CESE réclame également des mesures efficaces afin de réduire les excédents démesurés, en augmentant de manière significative les investissements publics et les salaires dans les pays qui présenteraient des excédents. À moyen terme, la croissance des salaires réels devrait être proportionnelle à la croissance de la productivité réelle et de l'inflation.

Il ne serait pas souhaitable d'inciter les États membres présentant un niveau d'endettement public élevé et des écarts de production négatifs ou nuls à créer des **réserves budgétaires** au moyen d'orientations budgétaires restrictives. Cela serait de nature à perpétuer une faible croissance dans ces pays, sans pour autant contribuer à réduire leur dette publique en proportion du PIB.

Le CESE attire également l'attention sur l'urgente nécessité d'adopter des lignes directrices et des mesures destinées à **encourager les investissements publics et à faciliter l'investissement privé**. Lors de l'application des règles budgétaires européennes, ladite «règle d'or» devrait être prise en compte.

Les changements politiques ne devraient pas être réalisés au détriment des recettes qui servent à financer les investissements sociaux et les systèmes de protection sociale, ou au risque d'abaisser le niveau des droits sociaux et de ceux du travail. La convergence des normes économiques et sociales vers le haut devrait être recherchée en parallèle.

Le CESE demande enfin aux États membres de faire preuve de l'engagement nécessaire pour rapidement surmonter les derniers désaccords sur ces questions. (jk)

## **La proposition de réforme de la TVA recèle un potentiel considérable, mais son succès ne doit pas être tenu pour acquis**



**Le nouveau système de TVA pour la taxation des échanges entre les États membres devra donner la pleine mesure de ses possibilités et limiter les éventuels effets négatifs sur le marché unique, affirme le CESE dans son avis sur la proposition présentée par la Commission européenne. Une coopération accrue entre les autorités nationales et une vaste campagne de communication seront des facteurs essentiels pour la réussite de sa mise en œuvre.**

Le CESE estime que la réforme proposée constitue une étape décisive pour achever la transition vers un système définitif de TVA pour la taxation des échanges de biens d'entreprise à entreprise (B2B), fondé sur le principe de destination. Il se dit convaincu que le nouveau cadre pourrait apporter des avantages concrets aux entreprises.

«La réforme peut avoir une incidence positive sur les entreprises et leur croissance, mais son succès ne peut être tenu pour acquis», a déclaré **Kristen Andersson**, rapporteur de l'avis. «Les règles doivent être correctement appliquées et les autorités fiscales nationales doivent intensifier leur coopération quotidienne et s'engager dans une campagne de communication», a-t-il expliqué.

Si la réforme est appelée à modifier la taxation des échanges de biens transfrontières entre entreprises (B2B), en revanche, les services continueront à être imposés dans le cadre d'un régime différent. Cette situation étant susceptible de causer des problèmes, le CESE lance un appel pour que soient étudiées les possibilités de mettre en place au plus vite un système commun.

«Une approche commune de l'imposition des biens et des services serait plus propice à la croissance et plus efficace contre les fraudes», a déclaré **Giuseppe Guerini**, corapporteur de l'avis.

Dans son avis, le CESE formule des recommandations pratiques sur la manière de mettre en œuvre la réforme et demande à la

Commission de clarifier les dispositions proposées concernant le guichet unique et le statut d'assujetti certifié. Il exprime également des inquiétudes relatives à l'apparition de nouveaux obstacles pour les PME et les jeunes pousses. Enfin, le CESE recommande d'investir suffisamment dans des équipements informatiques et des logiciels permettant un développement approprié de guichets uniques robustes et fiables. (jk)

## **Les participants à l'audition du CESE sur la fiscalité dans l'économie numérique lancent un appel en faveur d'une solution à l'échelle mondiale**



**Réunis à l'occasion d'une audition organisée par le CESE le 29 janvier dernier, des experts de la fiscalité internationale et des représentants de la société civile ont préconisé une solution à l'échelle mondiale pour imposer efficacement les entreprises dans l'économie du numérique, afin de prévenir toute nouvelle initiative unilatérale et de garantir une croissance durable, les investissements, la sécurité fiscale et le caractère équitable du système fiscal.**

Les intervenants de haut niveau qui se sont exprimés lors de l'audition se sont accordés à reconnaître que seule une solution à l'échelle mondiale pourrait être efficace, aussi bien sur le plan de la réglementation que du point de vue de la gouvernance, et ils se sont félicités des discussions en cours entre les membres du cadre inclusif de l'OCDE visant à lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

Les participants ont débattu des stratégies envisageables pour taxer les entreprises dans l'économie numérique, qui sont actuellement examinées par les membres de ce cadre inclusif et qui consisteraient notamment à créer de nouveaux systèmes pour l'attribution des droits d'imposition dans un contexte international (en lien par exemple avec la participation des utilisateurs, les actifs incorporels de commercialisation ou la présence économique significative) et à assurer la capacité des pays d'exercer leurs droits d'imposition en cas d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices.

Ils ont proposé d'explorer pleinement la possibilité de régler le problème de la fiscalité dans le cadre du système de taxe sur la valeur ajoutée et d'établir une définition commune pour le concept de création de valeur. En outre, ils ont convenu qu'il était nécessaire d'examiner plus avant s'il serait préférable d'opter pour une imposition des revenus, en mettant l'accent sur la répartition des taxes frappant ces revenus, plutôt que pour une taxation de la consommation.

Les intervenants ont vivement préconisé l'adhésion à certains principes, comme éviter la double imposition et concevoir les nouvelles règles dans un souci de simplicité, de certitude et d'équité. Une méthodologie simplifiée sera essentielle pour les diverses parties concernées, et des mécanismes de règlement des litiges équitables et efficaces doivent être élaborés et mis en œuvre. Ils ont également recommandé d'approfondir l'analyse économique de l'incidence du projet BEPS et des possibles répercussions de toute mesure susceptible d'être mise en œuvre à l'avenir.

Les conclusions de l'audition serviront de référence pour un [avis d'initiative](#) dont le rapporteur est **M. Krister Andersson**, qui devrait être adopté lors de la session plénière de juillet. (jk)

## **Programme «Europe créative» 2021-2027: le CESE demande une augmentation de budget et une promotion spécifique dans le cadre d'Horizon 2020**



**Le secteur de la création en Europe présente un grand potentiel, mais il requiert un soutien accru pour se développer pleinement et devenir un acteur compétitif sérieux sur le marché mondial. Si le secteur de la culture et de la création faisait preuve d'ambition, d'autres secteurs en profiteraient également, notamment ceux du textile, du tourisme, de l'automobile, de la construction et des industries de la santé.**

«Compte tenu de tous les enjeux majeurs que représente ce secteur – maintien de notre patrimoine culturel, promotion de nos valeurs, revitalisation, innovation, divertissement, emplois et croissance durables –, le budget de 1,85 milliard d'EUR proposé est beaucoup trop faible», soutient M<sup>me</sup> **Butaud-Stubbs**, rapporteure de l'[avis du CESE](#) sur la proposition de la Commission établissant le programme «Europe créative» (2021 à 2027).

«La révolution numérique offre de nouvelles possibilités, pour autant que nous investissions à temps dans l'éducation, les logiciels et les équipements», déclare **Zbigniew Kotowski**,

corapporteur. Le CESE demande un budget spécifique dans le cadre du programme Horizon 2020 afin d'exploiter l'énorme potentiel d'innovation des différentes branches de l'industrie créative.

Parmi les autres propositions du CESE figurent:

- une stratégie européenne clairement en faveur des secteurs de la création et de la culture, à la fois pour le marché unique et pour la politique extérieure afin d'accroître la compétitivité;
- une étude quantitative et qualitative indépendante sur les effets des grandes fusions opérées dans le secteur audiovisuel aux États-Unis sur le marché européen;
- une **augmentation de 80 millions d'EUR pour le volet transsectoriel** afin que les bureaux du programme «Europe créative» puissent promouvoir ce programme dans leur pays et **œuvrer en faveur d'un environnement médiatique libre, diversifié et pluraliste, du journalisme de qualité et de l'éducation aux médias.**

## **Journée internationale de commémoration de l'Holocauste: rompons le silence du deuil**



par Luca Jahier

*Alors que nous nous apprêtons à célébrer la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, nous pouvons difficilement nous recueillir dans le calme. Plutôt que d'observer le silence, sous prétexte que le deuil le plus profond s'exerce dans la solitude, nous avons envie de crier.*

*Comment se peut-il que l'antisémitisme ne soit pas mort, ni en Europe, ni même aux États-Unis? Comment se peut-il qu'en France, l'année dernière, une survivante de la Shoah ait été poignardée à mort avant d'être brûlée dans son appartement? Comment se peut-il que l'année précédente, à Paris, une institutrice retraitée, Sarah Halimi, ait été assassinée puis jetée de son balcon?*

*Paris. Toulouse. Malmö. Copenhague. Berlin. Bruxelles. Notre humanité souillée par du sang innocent. Un phénomène dont le retour nous semblait inimaginable vient nous hanter de nouveau.*

*Il a été conseillé aux Juifs d'Allemagne d'arrêter de porter la kippa par crainte d'attentats. En France, on a déconseillé à des enfants juifs de fréquenter une école de quartier, décrite comme antisémite. S'ajoutent à cela les profanations de cimetières, les svastikas peintes sur des synagogues et des écoles, les rassemblements anti-israéliens où les Juifs sont traités de «singes» et de «porcs». L'Europe montre à nouveau un visage laid et inhumain.*

*Pendant des siècles, les Juifs ont été persécutés en tant que minorité religieuse. Au siècle dernier, ils ont été considérés comme une menace pour l'État, d'où la volonté de les exterminer à travers l'Holocauste. Aujourd'hui, les Juifs sont pris pour cible principalement en raison des événements du Proche-Orient, même si certains sentiments antisémites demeurent liés au négationnisme.*

*De nombreux Juifs commencent à supporter les conséquences d'un sentiment de frustration du «peuple» en colère, qui se sent privé de ses droits et impuissant. La population juive en Europe est en train de décliner. D'après les données de l'UE, elle est passée de 1,12 million en 2009 à 1,08 million en 2017. La population juive de France, qui est la plus importante de l'UE, est passée d'environ 500 000 personnes en 2002 à 456 000 personnes en 2017. Les Juifs quittent le pays en raison des crimes inspirés par la haine.*

*Près d'un tiers des Juifs d'Europe tendent à éviter toute participation à des événements liés au judaïsme ou à visiter des sites juifs car ils ne se sentent pas en sécurité. Selon un sondage publié par la Commission européenne en décembre 2018, neuf Juifs européens sur dix pensent que l'antisémitisme a augmenté au cours des cinq dernières années.*

*Pour 89 % des participants à cette enquête, laquelle a été réalisée auprès de 16 300 personnes en Autriche, en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, en Hongrie, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni – soit les 12 pays qui rassemblent 96 % des Juifs d'Europe – l'antisémitisme s'exprime de la manière la plus grave et la plus problématique sur internet et les réseaux sociaux.*

*Nous ne pouvons pas laisser cette horreur revenir. Il convient de lutter contre les crimes de haine et les comportements hostiles et violents à l'égard des Juifs et des minorités. Si les États membres de l'UE ou la communauté internationale ne sont pas capables d'agir, et d'agir rapidement, nous risquons de connaître un retour aux atrocités du passé et à la contamination de nos sociétés.*

*Comme cela a été largement rapporté, trois jours seulement avant l'assassinat de Paweł Adamowicz à Gdańsk, un programme satirique à caractère antisémite a été diffusé à la télévision, à une heure de grande écoute. Dans cette satire, l'organisation caritative qui avait invité M. Adamowicz à la manifestation au cours de laquelle il a trouvé la mort était dépeinte comme étant gérée par des forces obscures.*

*M. Adamowicz était un ardent défenseur des droits des minorités, en cette période d'augmentation du nombre de crimes inspirés par la haine. En tant que progressiste, il critiquait ardemment la politique anti-immigration du parti conservateur au pouvoir. Son assassinat vient nous rappeler que nous devons en finir avec les discours de haine si nous voulons éviter de tomber dans le piège de la haine.*

*Se souvenir des victimes de l'Holocauste et des atrocités commises par le régime nazi est d'autant plus important aujourd'hui. L'Holocauste est un héritage marquant de l'histoire européenne et entretenir la mémoire de la Shoah constitue un moyen important de prévenir l'antisémitisme.*

*Comme l'ont souligné certains historiens, le moment est venu d'instaurer une culture européenne du souvenir, avec un regard critique, plutôt que de cultiver une mémoire nationale individuelle. À défaut d'entretenir cette mémoire qui nous est commune en tant qu'Européens, nous risquons de revivre les erreurs du passé.*

*Plus nous tarderons à bannir les propos haineux et à assumer notre passé, plus il nous sera difficile de construire une véritable mémoire collective européenne et de nous forger une identité nouvelle, fondée sur la diversité, le sentiment de partager une histoire commune, l'appartenance commune et, enfin, un destin commun.*

*Comme l'a écrit dans son dernier opuscule Primo Levi, l'auteur de Si c'est un homme et de l'article posthume : «C'est arrivé, cela peut donc arriver de nouveau».*

## Nouvelles des groupes

### Projets des employeurs pour la présidence roumaine



par le groupe des employeurs du CESE

**La cohésion, valeur européenne commune - tel est le slogan de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne pour le premier semestre 2019. Le groupe des employeurs voit un certain nombre de synergies entre les priorités de la présidence roumaine et ses propres objectifs politiques. C'est la raison pour laquelle il planifie cette manifestation durant la présidence, en mettant l'accent sur l'esprit d'entreprise.**

*En avril, le groupe des employeurs organisera une conférence de haut niveau sur le modèle de l'entrepreneuriat européen, qui se tiendra à Bucarest sous le patronage du Président de la Roumanie, en coopération avec l'organisation roumaine des employeurs. Cette conférence abordera l'avenir de la politique des PME, y compris la nécessité d'une nouvelle vision et de mesures supplémentaires, tant au niveau des États membres qu'à celui de l'UE, afin de soutenir l'entrepreneuriat et les PME. Les employeurs*



estiment que la promotion de l'esprit d'entreprise et de la compétitivité des PME en tant que politique arrivée à maturité, proactive et efficace peut rendre l'Europe plus forte et mieux à même de relever les défis auxquels elle est actuellement confrontée. (1)

## [Le groupe des travailleurs du CESE se félicite de l'accord sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée](#)



par le groupe des travailleurs du CESE

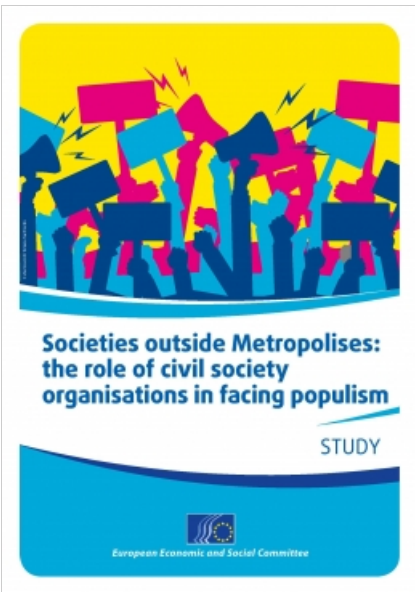
Le 24 janvier, le Parlement européen, le Conseil et les États membres sont parvenus à un [accord sur une directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée](#). «

Le groupe des travailleurs a mené les débats sur le renforcement des droits des travailleurs ayant des responsabilités familiales au sein du CESE dans le cadre de son avis sur [l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants](#), car les syndicats avaient insisté pour qu'une telle initiative législative soit mise en place, en tant que partie intégrante du socle européen des droits sociaux afin d'apporter un progrès social aux citoyens européens.

«Nous nous félicitons de l'accord, dans la mesure où l'introduction d'un congé de paternité de 10 jours autour de la date de la naissance représente un progrès. Ce congé sera payé au même niveau qu'un congé de maladie pour le père ou le deuxième partenaire équivalent, ce qui permet de concrétiser l'objectif de la proposition visant accroître la participation des pères et des partenaires. Les mères et les pères auront droit à un congé parental, rémunéré à un niveau «adéquat». Il s'agit d'un enjeu majeur du combat mené par les syndicats pour aider les parents à mieux concilier vie professionnelle et vie privée. En outre, les personnes qui s'occupent d'un proche auront droit à cinq jours de congé d'aidant», a expliqué .

, a fait valoir , la rapporteure de l'avis du CESE. «L'accord n'est certes pas la panacée qui résoudra tous les problèmes, mais il représente assurément un pas dans la bonne direction.» (ppr)

## [Les sociétés hors des métropoles: le rôle des organisations de la société civile pour faire face au populisme](#)



Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

Le populisme a atteint son niveau le plus élevé dans l'UE depuis les années 1930. Dans ce contexte, le groupe «Diversité Europe» du CESE a mené une étude intitulée *Les sociétés hors des métropoles: le rôle des organisations de la société civile pour faire face au populisme*, qui est maintenant disponible en ligne.

Cette étude tente de cerner les facteurs qui influencent les choix des citoyens en faveur du populisme et le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre ce phénomène. Elle examine huit zones non métropolitaines où le vote populiste est élevé, qui appartiennent à quatre pays différents (dans chaque cas, il y a une zone au-dessus, et l'autre au-dessous, de la moyenne économique de l'UE):

- Klagenfurt-Villach et Basse-Autriche méridionale (Autriche)
- Drôme et Aisne (France)
- Udine et Reggio de Calabre (Italie)
- Districts de Płock et de Nowy Sącz (Pologne)

Le déclin économique, l'instabilité sociale et un niveau d'éducation limité sont des facteurs significatifs qui expliquent le soutien accru dont bénéficient les populistes dans l'ensemble de l'UE. Toutefois, il existe d'autres facteurs plus importants, lesquels sont interdépendants. Par exemple, les fausses informations qui circulent nourrissent chaque jour un sentiment d'insécurité, réel ou perçu comme tel, et parallèlement, nombre de jeunes électeurs sont séduits par l'idée que les partis populistes pourraient apporter un changement positif par rapport à

des systèmes politiques tenus pour sclérosés et incompétents.

Le groupe «Diversité Europe» est convaincu que les membres du CESE ont une double responsabilité: intensifier leurs activités à la fois au niveau national et à celui de l'UE afin de renforcer les réseaux, et mieux expliquer l'Europe pour la rapprocher des citoyens. En définitive, la protection et la préservation de la démocratie libérale sont l'affaire de tous. (cl)

## **Bientôt au CESE/manifestations culturelles**

### [Programme des manifestations culturelles au CESE](#)

Le CESE organise des manifestations culturelles afin de permettre à des publics variés de participer aux débats qui sont au centre de son action, de souligner la dimension européenne de l'œuvre d'un artiste ou de promouvoir des artistes européens moins renommés qui mériteraient d'être découverts internationalement. Le programme de 2019 a de quoi plaire à tout le monde.



Sous la direction de [M<sup>me</sup> Martina Sirhalová](#) (Employeurs), [M. Dirk Bergrath](#) (Travailleurs) et [M Indré VAREIKYTĖ](#) (Diversité Europe) (de gauche à droite sur la photo), qui forment actuellement le sous-comité «culture», le CESE organise des expositions artistiques, des concerts, des projections de films, des spectacles ainsi que de nombreux autres événements.

Les manifestations culturelles prévues pour le premier semestre de l'année 2019 comprennent l'exposition [Qu'est-ce qu'être vieux au juste? Rester créatif après la retraite](#); une représentation de la mezzo soprano italienne Valentina Volpe, qui compte parmi les participants les plus populaires du [concours #Ode2Joy](#) d'Europa Nostra (le 21 février); une projection du film *L'Homme qui répare les femmes: la colère d'Hippocrate* consacré au Dr. Denis Mukwege, lauréat du prix Nobel de la paix en 2018 (le 6 mars), suivi d'un débat ouvert et l'exposition *Kindred Spirits*, une présentation des photographies de l'artiste récupératrice néerlandaise Suzanne Jongmans, qui aura lieu en même temps que la [Conférence des acteurs de l'économie circulaire](#)(les 6 et 7 mars).

Grâce à ces événements, souvent créés en partenariat avec des organisations culturelles et d'autres entités, le CESE souhaite mettre en évidence ses priorités politiques et sensibiliser le public aux problèmes qui touchent la société européenne.

## Rédaction:

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

## Contributeurs à la présente édition:

Daniela De Luca (ddl)  
Daniela Marangoni (dm)  
Laura Lui (ll)

## Coordination:

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serifi (ks)

## Adresse:

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique:  
[eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

février 2019/2

03-2019